

Le magazine d'une ville solidaire



février  
2010  
N°66

# VIVRE



pôle emploi

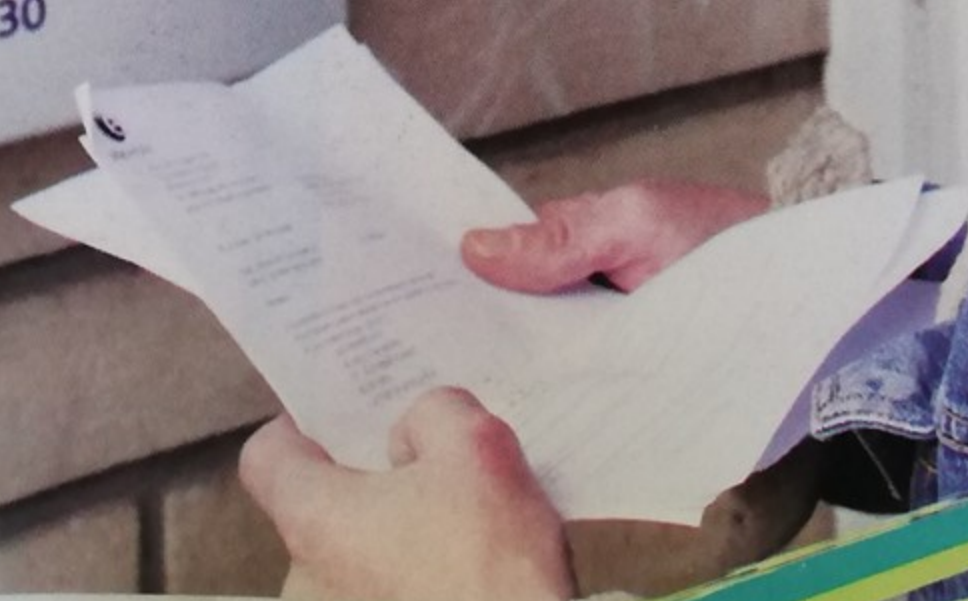
## La crise toujours là !

Montataire

Horaire d'ouverture

• Du LUNDI au jeudi  
8h30 - 18 H 15

• Le vendredi  
8h30 - 12h30





sommaire

- 3 Notre ville  
Les usagers du gaz ont gagné
- 4 Photos  
Novembre décembre à Montataire
- 5 Éditorial du Maire
- 6 Culture  
Programmation
- 7 Notre ville  
Et si on vivait ensemble ?
- 8-9 Reportage  
le chômage continue d'augmenter
- 10 Intercommunalité  
Une stratégie de développement  
pour le sud de l'Oise
- 11 International  
Copenhague :  
L'avenir de l'humanité peut attendre
- 12 Brèves
- 13 Tribunes libres
- 14 Portrait  
Abdallah Zemrak
- 15 État civil, Jade News

notre couverture

Photo d'un Montatairien se rendant à Pôle emploi. Comme vous pourrez le lire dans notre dossier consacré à la crise économique et sociale, les chiffres du chômage ne cessent d'augmenter, accroissant ainsi les difficultés sociales de millions de gens. La France compte aujourd'hui plus de 2,6 millions de chômeurs et on nous annonce la destruction de plus de 126 000 emplois au cours du seul premier semestre.



# L'AMEM fait salle comble

Cuivres, instruments à cordes, guitares et harpes, flûtes traversières et flûtes à bec. Les chorales de Montataire, Nogent et Creil. Au total, ce sont plus de deux cents enfants qui se sont accordés et regroupés autour de chants de Noël pour donner ce traditionnel concert de l'Association Montatairienne pour l'éducation musicale (AMEM). Et comme d'habitude, ils ont fait salle comble. Tout le monde s'est ensuite retrouvé autour d'un goûter préparé par les parents côté gâteaux et l'AMEM côté boisson. Une manière de prolonger le plaisir, « pour que les enfants aient envie de se produire sur scène », explique Dominique Grébert, directeur de l'AMEM.



# Les ont

Après plus d'un...  
sation, les usag...  
être bien gag...  
recommandati...  
l'énergie pour...  
en effet très f...  
de défense de...  
Montataire (C...  
Voilà plus d'u...  
oppose env...  
mateurs de...  
contestent en eff...  
élevé de leur fa...  
à des erreurs...  
Après de mult...  
Maire et le CD...  
Médiateur natio...  
ses recomman...  
nier. Celles-ci o...  
acceptées par...  
régler le conflit...  
Le premier a...  
puisqu'elles s...  
aux usagers e...  
accablante, le...  
distributeur de...  
que le litige a...  
milliers d'anc...  
munes de l'O...  
sous-estimati...  
Ce dernier...  
dysfonctionn...  
que les acti...  
été engagée...  
Le médiate...  
l'entière res...  
selon lui, i



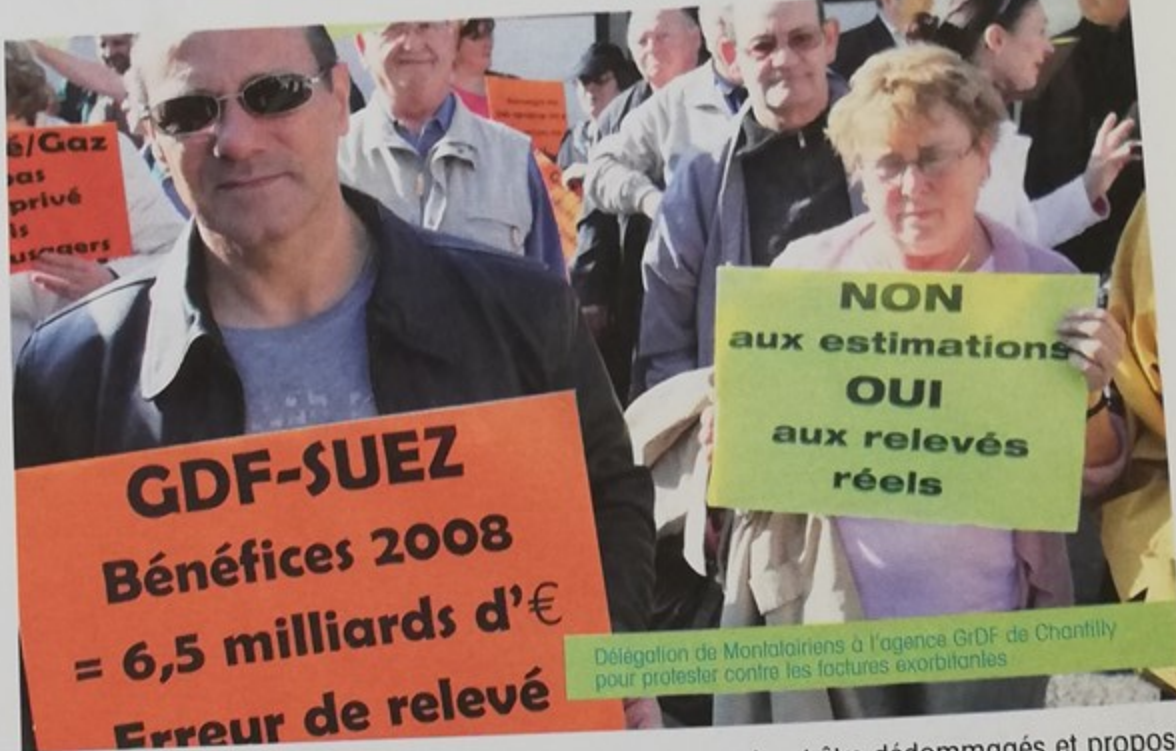
# Les usagers du gaz ont gagné !

Après plus d'une année de mobilisation, les usagers du gaz ont peut-être bien gagné la bataille. Les recommandations du médiateur de l'énergie pour régler le conflit sont en effet très favorables au Comité de défense des usagers du gaz de Montataire (CDUGMR).

**V**oilà plus d'une année qu'un bras de fer oppose environ un millier de consommateurs de gaz et GrDF. Ces derniers contestent en effet le montant extrêmement élevé de leur facture de régularisation suite à des erreurs de relevé des compteurs. Après de multiples actions, Monsieur le Maire et le CDUGMR ont fini par saisir le Médiateur national de l'énergie qui a rendu ses recommandations le 22 décembre dernier. Celles-ci doivent permettre, si elles sont acceptées par le CDUGMR et GDF/Suez de régler le conflit.

Le premier a peu de raison de les refuser puisqu'elles sont extrêmement favorables aux usagers et pointent du doigt, de manière accablante, les nombreuses insuffisances du distributeur de gaz. Ainsi le Médiateur constate que le litige a pour origine première plusieurs milliers d'anomalies de relevé sur 44 communes de l'Oise qui se sont traduites par une sous-estimation des compteurs.

Ce dernier ajoute que « la détection du dysfonctionnement de relevé a été tardive et que les actions correctrices nécessaires ont été engagées tardivement ou partiellement ». Le médiateur de l'énergie impute à GrDF l'entière responsabilité de ces erreurs car, selon lui, il appartient « au distributeur de



Délégation de Montatairiens à l'agence GrDF de Chantilly pour protester contre les factures exorbitantes

sécuriser les relevés de compteurs servant aux fournisseurs pour établir la facturation des consommations.

À ce titre, GrDF, doit être en mesure de contrôler l'activité des personnels, sous-traitants ou non, auxquels il a recours pour relever les compteurs. » Impossible donc au distributeur de continuer à invoquer la sous-traitance pour échapper à ses responsabilités.

Le médiateur a également relevé les insuffisances du service clientèle de GDF/Suez qui, selon lui, ont aggravé le litige.

Depuis le début de cette affaire, les usagers du gaz n'ont en effet cessé de se plaindre de la manière dont ils étaient traités par leur distributeur.

En conséquence, il considère que les consom-

mateurs doivent être dédommagés et propose un versement global et forfaitaire de 125 euros par consommateur éligible.

Il recommande par ailleurs le versement d'une subvention globale de 50 000 euros aux Conseils communaux d'action sociale (CCAS) des 44 communes de la région de Montataire. Une somme destinée à soutenir les foyers rencontrant des difficultés pour payer leurs factures énergétiques.

Pour le CCAS de Montataire, la subvention s'élèverait à 10 000 euros, étant entendu que c'est celui-ci qui définira les critères d'attribution.

Il faut féliciter la mairie et les représentants du CDUGMR pour leur ténacité. C'est bien l'illustration que lorsque l'on se bat ensemble, il est toujours possible de gagner.



M. Besnard, président du Comité de défense des usagers du gaz de Montataire et de sa région lors de la rencontre avec des responsables de GrDF





Novembre de Combe a Molta / aje



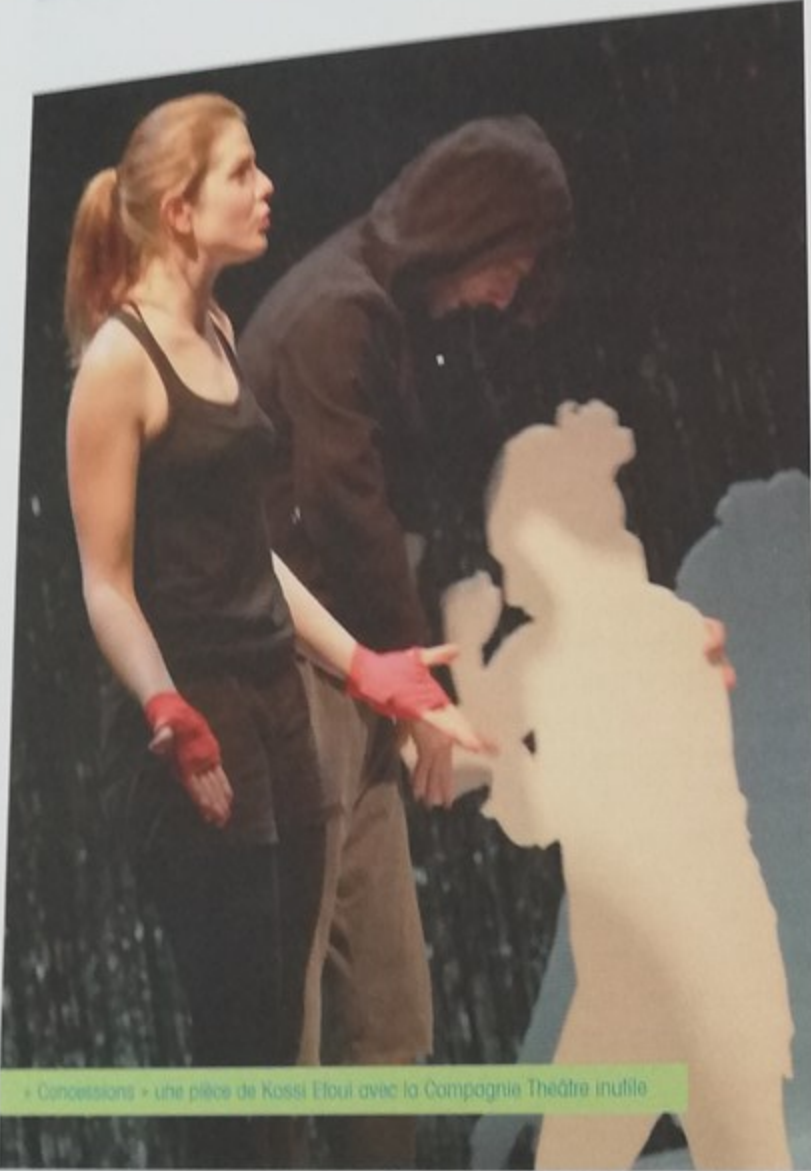
Mise en danse pour nos résidents en collaboration avec le Service des sports de la ville



Chanson hip-hop au Palace avec Karimouche



Nouvelles leçons pour les adultes



« Concessions » une pièce de Kossi Etouï avec la Compagnie Théâtre inutile



Visite du Père Noël à l'école Jacques Decour



Spéciale de Noël à l'école par le Centre communautaire



Après-midi jeux de société à la Résidence des Personnes Agées



Don du sang au Palace, 84 poches de sang ont été prélevées, dont 9 nouveaux donneurs



Activité de





**Madame, Mademoiselle, Monsieur,**

**B**eaucoup étaient sceptiques et même persuadés qu'il serait impossible de « faire bouger » GDF-SUEZ... et pourtant !

Il faut saluer ici le succès obtenu par le rassemblement déterminé de plusieurs centaines de Montatairiens face à cette grande entreprise, sensée remplir des missions de service public.

NON, ces factures folles et exorbitantes n'avaient rien de fatal, il était possible de se faire respecter. Bravo à toutes et tous, bravo au Comité de défense (CDUGMR).

J'ai entendu plusieurs élus de l'agglomération remercier les habitants et les élus de notre ville pour cette action exemplaire, ce n'est que la juste reconnaissance de la combativité des Montatairiens.

Mais, vous le savez, nous aurons d'autres occasions de nous mobiliser en 2010 tant sur les questions économiques et sociales que sur la taxe professionnelle ou la réforme territoriale.

Sans oublier ce qui se passe aujourd'hui à La Poste. Vous êtes de plus en plus nombreux à nous faire part des dysfonctionnements intolérables de ce service auquel nous tenons tous. Les dirigeants de La poste qui préparent sa privatisation avec le gouvernement veulent « embellir la mariée » sur le plan financier, résultat : Sur les douze emplois de facteurs que comptait notre Bureau de poste, 6 ont été supprimés à Montataire. Leurs conditions de travail se sont dégradées et nous recevons (ou pas) le courrier avec des retards et des erreurs. Nous ne manquerons pas de vous proposer des initiatives pour exiger un retour à la normale, au-delà des lettres que j'ai pu adresser à la Direction départementale de La Poste (cf. page 12), sans effet à ce jour.

Puisque ce magazine vous est distribué en cette fin janvier - début février, permettez-moi de vous renouveler mes vœux les plus sincères pour 2010, dans tous les domaines de votre vie : bonheur, santé, joie... emploi, revenus.

**Jean-Pierre Bosino**  
Maire de Montataire



Nouvelles tenues pour les joueurs du FC Montataire



Spécial de Noël à l'Espace de rencontres, organisé par le Centre communal d'action sociale de Montataire



Traditionnelle remise des cartes de Noël aux retraités de la ville



**Le Palace sous le sceau du travail**  
Ce mois-ci, le Palace vous propose deux spectacles qui offrent deux visions du travail : Le premier, « Sortie d'usine » est basé sur les témoignages d'ouvriers. Le second, « Flexible hop hop ! », se joue de la réalité de la transformation d'une usine en éco-musée. Toujours sur le thème du travail, nous vous proposons une exposition sur le monde ouvrier.

**Vendredi 5 février 20h30**

**Théâtre : Sortie d'usine par Nicolas Bonneau**  
Récits du monde ouvrier

« Tu vois, se réapproprier sa mémoire, c'est quand même mieux que de l'oublier, non ? Non ? » (extrait d'un témoignage).  
Sortie d'usine est une immersion dans le monde ouvrier, son Histoire, son présent et son avenir à travers des témoignages d'ouvriers. Une mise en scène pleine de pudeur, de tendresse, d'humour aussi. Un autre éclairage de la vie quotidienne à l'usine, des luttes, des solidarités, des accidents...

Des mots comme une révolte, une chronique en forme d'hommage au monde ouvrier. Nicolas Bonneau aime à se glisser dans la peau de ses personnages, passant du comédien au conteur, du narrateur au citoyen. Il conte comme on réinvente sa vie, là où la réalité le dispute à l'imaginaire et où démêler le vrai du faux est un combat perdu d'avance.

Texte et récit : Nicolas Bonneau

Mise en scène et collaboration à l'écriture : Anne Marcel

Durée : 1h15 - À partir de 10 ans



**Jeudi 25 février 20h30**



**Théâtre : Flexible ! hop hop ! d'Emmanuel Darley par le Théâtre Du Flexible, hop hop !** est une comédie sur le monde du travail. Emmanuel Darley trouve ici une écriture simple dont il se dégage une puissance rare qui jaillit toute entière de la langue. Il nous fait rire, même si c'est un rire grinçant.

Maurice et André travaillent dans l'usine des frères Klang. Les machines ont été supprimées, trop chères. Désormais nos deux ouvriers fabriquent des Klangs à la main ! Une tâche rigoureusement imbécile, mais bientôt c'est leur tour d'être remerciés pour être remplacés par une femme - c'est moins cher ! - et puis bientôt, elle aussi, dehors, remplacée par d'autres, ailleurs, très très loin... À leur suite, on découvre « le monde merveilleux de l'insécurité sociale, de l'administration. Le bonheur des stages, des formations et des remises à niveau »

« (...) Avec un humour bien dosé, grinçant comme il faut, on rit sans être dupe, on sourit aux arguments du patronat, on pouffe sans s'esclaffer aux chansons qui résonnent comme des hymnes révolutionnaires. » Ouest France novembre 2007

Mise en scène : Patrick Sueur et Paule Groleau  
Avec : Jean-Paul Dubois, Bertrand Fournier, Sandrine Monceau, Valérie Kéruzoré, François Lequesne et Patrick Sueur  
Durée du spectacle : 1h10

**Du 1<sup>er</sup> au 26 février**

**Exposition : Univers industriel, travail ouvrier de Claudie Fabre**

Vernissage en présence de l'artiste le mercredi 3 février à 17h

A cette occasion Claudie Fabre invite Alice Mercier, comédienne pour lire et chanter des textes sur le travail ouvrier

« Née dans le bassin industriel creillois et élevée au cœur de la culture ouvrière, une partie de mon travail artistique concerne le milieu industriel et particulièrement les connivences entre l'homme et la machine, d'un côté les formes puissantes en acier et les mouvements automatiques des machines, de l'autre l'inventivité des hommes et des femmes, la précision et la délicatesse de leurs gestes. Corps, machines, matières, mouvements, bruits, lumières mêlés, voilà ce que je peins » Claudie Fabre.

**Samedi 13 février**

Rendez-vous slam avec Dgiz et Da Gobleen  
Atelier d'écriture 15 h à 18h

Scène ouverte 20h30

En 2010, n'hésitez plus ! Ou bien ça finira par être trop tard !

Rejoignez cette scène ouverte à tous et à toutes les pratiques, ou bien rejoignez le public qui se délecte de ces trouvailles, de ces rencontres entre des slameurs pro et des slameurs de tous poils, de tous âges, de tous styles, même des glent : tout est possible, des qui jonglent : tout est possible, TOUT EST POSSIBLE !

Et un vers dit, un verre offert, ambiance fond de bar !  
C'est ouvert à tous ! Entrée libre

Renseignements : 03 44 24 69 97

**Mercredi 3 mars à 10h30**



**Spectacle : Loin de mon doudou avec Sandra Denis**

Pour petit d'homme à partir de 18 mois  
Un spectacle inventif, tout en tendresse et en rêve, pour apprendre doucement à affronter les peurs du quotidien.

Nona est tisseuse de doudous. Dans sa roulotte, elle file, elle tisse et souffle des doudous. Sur l'air d'une ritournelle, des petits bouts de chiffons se transforment en ribambelle de doudous. Mais voilà qu'on toque, qu'on frappe, qu'on sonne. P'tidom est là, sympa comme tout mais sans son doudou. L'a-t-il égaré, tout mangé ou simplement oublié? Nona va arranger ça. Pour le retrouver, elle doit connaître le goût, la couleur et la douceur du doudou de P'tidom. Et, partir à sa recherche. Destination: le Pays de Dame Montagne qui souffle la carresse du vent et connaît le cœur des enfants. Son doudou elle va le retrouver, bien sûr, mais après toute cette aventure, P'tidom en aura-t-il encore besoin?

**Et si o  
ense**

Une quinzaine de femme  
spécialité qu'elles ont de  
travers nos origines » au



**H**a qu'il faisait bo  
Maison sociale  
Pas seulement p  
rature du dehors affiche  
que les femmes qui s'y  
avaient la joie commu  
arrivées aux alentours  
ingrédients et des secr  
coriandre, gingembre,  
elhanout, fenugrec...  
à la Maison sociale.  
à la viande hachée e  
Algérie », explique M  
même temps à Jean  
terminer sa galette d  
la recette. De leur c  
disputent en riant l'a  
ou Sénégal ? Pas la  
coquilles Saint Jacq  
Gothi, enveloppée  
ses galettes de lent  
coriandre. Cette fo  
piment, pour que  
goûter. Et Catherine  
mettre de lardons  
préhension mutue  
bout de chemin en  
C'est cela qui se  
femmes pour le  
se seraient peut-  
ce projet. Cela  
six ateliers orga  
Maison sociale,  
(MAM) et la Rés



# Et si on vivait ensemble ?

Une quinzaine de femmes se sont retrouvées le 5 janvier à la Maison sociale pour préparer chacune une spécialité qu'elles ont dégustée ensemble. Ce repas est venu conclure une série d'ateliers sur « le bien être à travers nos origines » auxquels elles ont participé avec plaisir et enthousiasme.



« L'idée, c'était de faire travailler ensemble des femmes fréquentant ces différentes structures sur la découverte de l'Autre. C'est pour ça que nous avons choisi le bien être à travers nos origines » nous ont expliqué la responsable de la MAM et Magali Bayart, animatrice du secteur retraité.



L'originalité du projet, c'était aussi de faire parler les femmes d'origine française de leur culture. Alors que d'habitude, c'est toujours à celles qui viennent d'ailleurs que l'on demande

de parler d'elles, de leur pays. Cela a permis d'installer un terrain d'échange égalitaire. C'est rare. C'est dans ce sens que Guilaine a apporté de la lingerie pour parler du bien être à travers le vêtement. Pour elle, cela fait partie de la culture, du chic français. Pour Gothi, ce sont les saris, la tenue quotidienne et traditionnelle des femmes de son pays. Jocelyne s'est volontiers laissée envelopper et nous a avoué « adorer la manière dont s'habillent les Indiennes. »

« le but, c'était d'apporter des connaissances mais aussi des informations pour mieux vivre ensemble, se connaître. Chacune a trouvé sa place. Banco. »

Véronique, employée au Centre communal d'action sociale (CCAS) ne dit pas autre chose : « ça a changé mon regard. J'ai l'impression de mieux comprendre certaines choses comme le foulard grâce à Nadia. Maintenant je vois ça différemment. »

Au fil de ces ateliers, le regard de Jocelyne a aussi changé : « On a l'impression que quand on est différent, ça ne va pas. Mais en fait, ça va très bien. » « On n'a pas l'habitude de côtoyer d'autres cultures, c'était vraiment bien » poursuit Guilaine.

C'est peut-être là la meilleure réponse à ce débat sur l'identité nationale que nous impose le gouvernement. Un débat orienté sur le refus, la peur de l'Autre. Un débat dangereux. À la Maison sociale, ces femmes ont décidé que l'Autre, c'était chacune d'entre elles et découvert combien c'était enthousiasmant de bâtir des passerelles, bien plus que de les détruire...

Ha qu'il faisait bon se retrouver à la Maison sociale ce mardi 5 janvier. Pas seulement parce que la température du dehors affichait -5°C. Mais parce que les femmes qui s'y trouvaient ce jour-là avaient la joie communicative. Toutes sont arrivées aux alentours de 10h, chargées des ingrédients et des secrets de leur spécialité : coriandre, gingembre, cannelle, persil, ras el hanout, fenugrec... Ça chantait les épices à la Maison sociale. « Moi j'ai fait des briks à la viande hachée et aux olives comme en Algérie », explique Nadia qui demande en même temps à Jeannie qui est en train de terminer sa galette des rois de lui en donner la recette. De leur côté Yali et Hatouma se disputent en riant l'origine des pastels : Mali ou Sénégal ? Pas loin, Jocelyne prépare ses coquilles Saint Jacques au persil pendant que Gothi, enveloppée d'un sari jaune, fait frire ses galettes de lentilles aux oignons et à la coriandre. Cette fois, elle n'a pas ajouté de piment, pour que tout le monde puisse y goûter. Et Catherine a eu le réflexe de ne pas mettre de lardons dans sa salade. De la compréhension mutuelle, une envie de faire un bout de chemin ensemble, à l'abri des préjugés. C'est cela qui se dégageait de ce groupe de femmes pour le moins hétéroclite et qui ne se seraient peut-être jamais rencontrées sans ce projet. Cela s'est construit au cours des six ateliers organisés conjointement par la Maison sociale, la Mairie annexe des Martinets (MAM) et la Résidence des personnes âgées :

Bien être aussi à travers les soins du corps et puis une journée à Paris, pour visiter le Musée Grévin, manger au Paradis du fruit... Elles se sont beaucoup amusées à se prendre en photo aux côtés de quelques statuts de cire, « mais Sarkozy, on l'a caché derrière nous » se sont elles empressées de nous préciser. Pour la responsable de la MAM, c'est un succès,





# Le chômage continue d'a

Durant les réunions de quartier associant les habitants à la préparation du budget, les participants ont dit être préoccupés par la situation économique et sociale de la ville. La majorité des questions et interventions tournaient en effet autour de cette thématique. Nous avons donc choisi dans ce premier numéro de l'année 2010 de faire un tour d'horizon de la situation économique et sociale qui prévaut à Montataire.

## Entreprises de la ville : entre reprise et peur du chômage



Nous avons régulièrement fait état l'an passé de la succession des décisions de chômage partiel dans les entreprises de la ville, à l'image de ce qui se passait dans l'ensemble du pays. Pourtant et même si le chômage continue de grimper, l'activité a repris chez Goss, Still et Arcelor Mittal. Dans des proportions cependant différentes. Pourtant, en rencontrant salariés et représentants syndicaux des trois entreprises, nous avons été frappés par le même paradoxe : l'amélioration de l'activité économique n'a pas fait disparaître leur inquiétude de l'avenir. État des lieux.

### Still

Pour janvier et février 2010, le carnet de commandes de chariots élévateurs est plein. Avec plus de 12000 chariots fabriqués en 2009, « les résultats, selon les syndicalistes, sont supérieurs aux objectifs. »

Il n'empêche, ajoutent-ils, « que nous avons toujours une épée de Damoclès sur la tête car nous n'avons aucune garantie sur la pérennité de l'entreprise. »

En effet, la direction avait annoncé en mars 2009 sa volonté de réaliser 360 millions d'économie sur l'ensemble du groupe. De fait, l'an passé, deux usines ont été fermées en Angleterre et à Reutlingen, pour être transférées vers les deux principaux sites de production en Allemagne, siège du groupe.

Mais il reste toujours 10 millions d'économie à trouver. La direction laisse donc sous-entendre que l'usine de Montataire ou de Luzzara, en Italie pourrait fermer.

Pourtant, le groupe n'a cessé de réaliser des bénéfices. C'est d'ailleurs pour cette raison que la CGT a décidé de dénoncer l'accord



conclu en vertu duquel les salariés travaillent 38,5h payé 35h. C'est en effet l'accord qui leur avait été proposé pour pérenniser l'entreprise jusqu'en 2012.

Des négociations sont donc en cours pour trouver une solution mais les salariés semblent bien décidés à ne pas se laisser faire.

### Goss International

Durant l'été 2009, la direction de l'entreprise avait annoncé la fermeture de l'usine de Nantes et la suppression, à Montataire, de 174 postes. Ils ont finalement maintenu à Nantes le service après-vente et le bureau d'étude contre la décision initiale de fermer définitivement l'usine. L'activité montage va être, quant à elle, transférée à Montataire une fois que le conflit social en cours aura trouvé une issue.

En effet, les syndicats ont contesté devant le tribunal le plan de « sauvegarde » de l'emploi (PSE) proposé par la direction. Compte tenu de la teneur de l'audience, le juge pourrait bien donner raison aux syndicats en l'annulant. Délibéré le 9 février.

Une grande inquiétude règne donc parmi les salariés qui travaillent au rythme des changements d'actionnaires et des plans de suppression d'emplois. On peut aisément imaginer l'angoisse dans laquelle cela plonge les salariés.

En août 2009, Shanghai électrique, l'un des plus gros fabricants d'équipements mécaniques et électriques chinois, est devenu l'actionnaire majoritaire. Pour le moment personne ne sait ce que cela va signifier pour l'avenir de l'entreprise.

C'est dans ce sens que la municipalité va demander une nouvelle réunion au ministère de l'industrie pour dresser un bilan de la situation.



### Arcelor-Mittal

Si l'activité semble répartie, les conditions de travail en revanche ne cessent de se dégrader chez le n°1 de l'acier. L'entreprise a en effet perdu en vingt ans près de la moitié de ses effectifs, passant d'environ 1200 à 650 salariés car tous les départs ne sont pas remplacés. Des départs qui sont également synonymes de disparition de compétences car l'entreprise, selon les représentants du personnel, n'a pas mis en place de plan de formation qui aurait permis de transmettre les savoir-faire.

Résultat : les salariés suppléent la carence en personnel, en passant d'un poste à l'autre. C'est le cas de Cécile, 24 ans, embauchée en 2007 comme technicienne d'exploitation à la sortie de son BTS : « J'ai été embauchée avec six autres personnes qui ont suivi la même filière que moi. Durant cinq ans, on aurait dû apprendre le métier. Mais comme il manque tout le temps des gens, on est obligé de les remplacer. On passe donc beaucoup de temps à remballer les bobines. Nous ne sommes pas suffisamment détachés pour apprendre le métier pour lequel on a été embauchés. » Pour la CGT, « Ce manque d'effectifs est devenu tellement crucial que les responsables de ligne adaptent les productions à réaliser aux salariés présents dans l'équipe. »

Selon Nicolas, délégué syndical et employé depuis vingt ans chez Arcelor-Mittal, la dégradation est encore plus nette depuis le rachat par l'industriel indien : « Il y avait une politique industrielle et maintenant il n'y a plus qu'une politique financière. L'objectif, c'est de gagner de l'argent vite et par tous les moyens. »

### Le chômage

Le taux de chômage a atteint en 2009 le niveau record de 7,1% à Montataire. La Mission locale Majik, créée en 2008, a pour objectif de faire passer les jeunes qui demandent un emploi à la recherche d'un emploi. « Ils sont les premiers concernés par le chômage », dit le directeur de la Mission locale. « Chaque année, nous accueillons environ 100 jeunes ayant un niveau de formation allant de la 3ème au BAC. La Mission locale a pour objectif de leur faire découvrir les métiers et de les accompagner dans leur recherche d'emploi. C'est ainsi que nous avons pu aider deux jeunes à trouver un emploi. La recherche d'emploi est un processus qui prend du temps et qui nécessite un accompagnement personnalisé. Le mandat de la Mission locale est de faire passer les jeunes de la recherche à l'emploi. »



# e d'augmenter

## Le chômage des jeunes

Le taux de chômage des jeunes de 18 à 24 ans a atteint en 2009 plus de 19,7 %. Pour Pascale Majik, conseillère en insertion à la mission locale qui gère le secteur de Montataire, « ils sont les principales victimes du manque d'emplois. Nous en recevons davantage chaque année. »

Cette structure d'insertion à l'emploi des jeunes, qui accueille traditionnellement des personnes ayant un niveau 3<sup>e</sup> ou BEP, a vu arriver en 2009, de nombreux jeunes titulaires de BTS ou de BAC qui ne trouvaient pas de travail. La Mission locale constate également, depuis 2008, une augmentation du nombre de jeunes qui décrochent du système scolaire dès qu'ils ont atteint l'âge de 16 ans. « Je pense que c'est parce que l'éducation nationale ne répond pas à leurs demandes. On les intègre dans des cursus en fonction de la place disponible et non de ce qu'ils souhaitent faire. »

C'est alors le début d'un parcours qui peut durer deux à trois ans pour trouver un emploi : remise à niveau, construction d'un projet professionnel, formation qualifiante et recherche d'emplois. Ils sont nombreux à se décourager au bout de quelques mois, persuadés qu'ils n'y arriveront jamais. Ils n'y croient pas. Pour Pascale Majik, c'est un réel problème : « Prenons l'exemple d'un jeune à qui on a suggéré de candidater chez Leclerc car nous savons qu'il y a des postes à pourvoir, il vous répond : on m'a dit qu'il ne recrutait pas. »

Le manque et l'insuffisance de mobilité constituent aussi un frein considérable pour trouver



un emploi. Tout d'abord, les jeunes sont très réticents à changer de région, sentiment très fort chez les jeunes de Montataire.

Mais la mobilité, c'est aussi les moyens de se déplacer. Il faut en effet compter plus de 1200 euros pour passer son permis et beaucoup plus pour disposer d'une voiture. Difficile quand on ne perçoit aucun revenu. Pourtant c'est une exigence de nombre d'employeurs, notamment dans le secteur des services à la personne. Mais pour Pascale Majik, les jeunes ont aussi leur part de responsabilité car leur comportement laisse souvent à désirer. Ainsi le Parc Astérix qui recrute de nombreux saisonniers impose désormais un test de « savoir-être » car il s'est avéré que leurs jeunes employés adoptaient, des comportements très problématiques dans des situations délicates. « Certaines entreprises ne convoquent même

plus les jeunes à des entretiens » se désespère la conseillère en insertion.

La mission locale a donc introduit dans ses modules de formation des ateliers « look », « savoir-communiquer ». « Les jeunes ne veulent pas toujours y assister car ils ont du mal à comprendre qu'on ne peut pas arriver à un entretien avec des piercing, une casquette, s'affaler sur sa chaise, etc. » Malgré tout, « lorsque les jeunes ont compris ce qui les empêche de trouver un emploi, ils sont capables de changements extraordinaires », explique un autre professionnel de la Mission locale. Finalement, l'espérance de vie sur le marché du travail est bien courte, « équivalent à celle d'un mannequin » ironise Pascale Majik : passé quarante ans, on devient un véritable « boulet » pour l'entreprise et avant 25 ans, on n'a pas assez d'expérience.



Les chiffres de l'Insee sont tombés : En 18 mois, ce sont plus de 600 000 demandeurs d'emplois supplémentaires qui sont venus grossir les chiffres du chômage, portant ainsi

## La valse vertigineuse du chômage

à 2,6 millions le nombre de chômeurs en France, soit 9,1 % de la population active. Dans l'Oise, il est légèrement supérieur à la moyenne avec 9,4 %. Au total, 451 000 emplois salariés auraient été détruits l'an passé. Un record selon l'Insee. La même institution prévoit que l'année 2010 comptera 9,8 % de chômeurs et la destruction de 126 000 emplois durant le premier semestre. L'OCDE n'envisage pas de baisse avant 2011 car, selon ses experts, la « reprise économique reste trop timide pour mettre fin à l'aggravation persistante du chômage. » À Montataire, bien que Pôle emploi ne fournisse plus aucune donnée à la municipalité,

le nombre de demandeurs d'emplois se situe très certainement aux environs de 1200. C'est le serpent qui se mord la queue puisque chacun s'accorde à dire que l'augmentation du chômage hypothèque les possibilités de reprise. Pour Jean-Pierre Bosino, « il est difficile de croire les déclarations du Président de la République lorsqu'il prétend que la suppression de la taxe professionnelle va permettre aux entreprises d'être plus compétitives et de sauvegarder et/ou créer de l'emploi car celles-ci ne sont tenues à aucune obligation. Pour le budget de la ville, cela représente plusieurs milliers d'euros en moins au profit d'entreprises qui prévoient des licenciements !! »



# Une stratégie de développement pour le sud de l'Oise

C'est fait, le grand bassin creillois est désormais doté d'une agence de développement économique. Créée le 16 décembre 2009, Sud Oise développement a pour mission d'élaborer une stratégie visant à faire du grand bassin creillois un bassin d'emplois et de compétitivité.

**P**lus forts à plusieurs. C'est peut-être bien la formule qui peut résumer ce qui a présidé à la création de cette agence de développement économique. Quatre communautés de communes (la communauté d'agglomération creilloise, Pierre Sud Oise, Pays d'Oise et d'Halatte, Vallée Dorée-Liancourtois), le Syndicat mixte de la vallée de la Brèche et le Conseil général de Picardie sont en effet à l'origine de ce projet. Ils ont ensuite invité les acteurs économiques du grand bassin creillois à le rejoindre. Une trentaine d'entreprises ont ainsi répondu à l'appel ainsi que des acteurs de la formation, de la recherche et de l'innovation, les Chambres de commerce et d'industrie et la Chambre des métiers et de l'artisanat de l'Oise. C'est ce partenariat ambitieux qui fait la force de cette agence de développement économique et qui lui donne plus que jamais les moyens d'atteindre l'objectif qui lui est assigné : développer le grand bassin creillois pour qu'il devienne un bassin d'emplois et d'activités économiques productrices de richesses. L'importance de ce partenariat se traduit également par un large territoire d'intervention puisqu'il regroupe quatre communautés de communes, représentant plus de 100 000 habitants. Quant aux moyens financiers, ils ne sont pas négligeables non plus, puisque Sud Oise développement fonctionnera

avec un budget de 630 000 euros. Pour Claude Gewerc ce projet ambitieux dispose d'atouts considérables pour réussir : « La Picardie constitue la deuxième région industrielle de France après la Lorraine et dispose de la recherche privée la plus importante de notre pays. Et vous êtes à côté du plus grand bassin d'emplois d'Europe avec Roissy. »

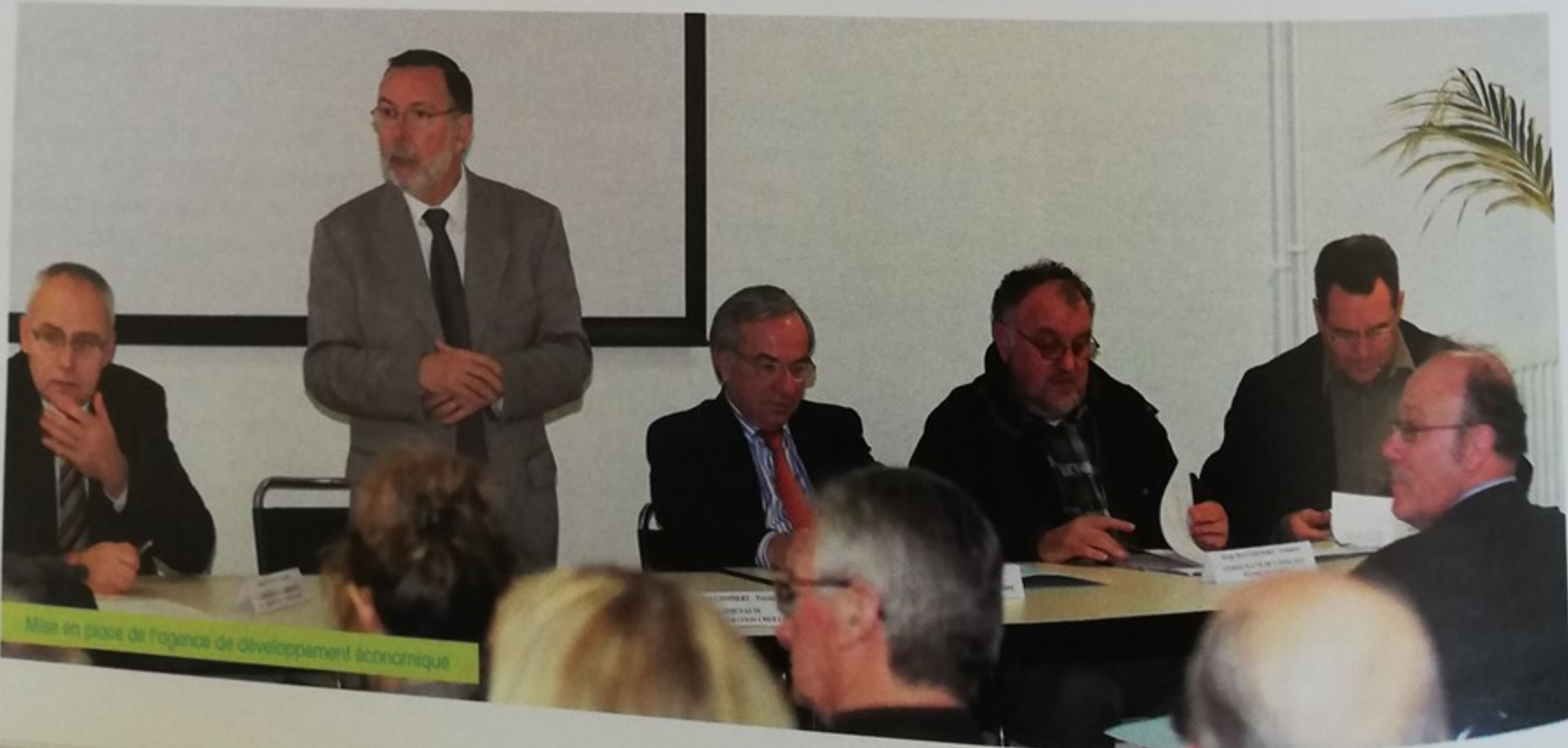
## La feuille de route de Sud Oise développement

Les missions qui ont été assignées à l'agence se sont traduites par une feuille de route élaborée sur une durée de trois ans et qui se décline en sept axes :

- 1/ Constitution d'une offre économique et foncière cohérente. En d'autres termes, il s'agit par exemple d'identifier les potentiels fonciers, concevoir une offre de services adaptée aux besoins des entreprises, requalifier l'offre foncière et immobilière existante.
- 2/ Stimuler la montée en puissance des PME-PMI en soutenant notamment la diversification vers d'autres secteurs d'activités, en améliorant le rayonnement géographique des entreprises.
- 3/ Accélérer la mutation par l'innovation et le développement technologique. Cela signifie, entre autre, mettre en lien le territoire avec les pôles de compétitivité, identifier les potentialités liées à la présence des centres

de recherche publics et privée ou encore stimuler l'émergence de développements technologiques nouveaux dans les entreprises du territoire.

- 4/ Générer des créations d'entreprises à effet de levier en identifiant, par exemple, les potentialités de créations d'entreprises par les populations cadres résidant sur le territoire ou à proximité, en fléchant les entreprises, ayant du potentiel, à reprendre dans les 5 ans.
- 5/ Optimiser l'adéquation offre et demande d'emplois. Pour cela il convient de mieux connaître les besoins en compétence des entreprises locales en faisant le lien entre structures de formation et entreprises. Il s'agit donc de faire remonter les besoins des entreprises aux centres de formation, d'aider les entreprises à communiquer sur leurs métiers, mettre en place des formations adaptées aux besoins des entreprises.
- 6/ Engager une réflexion sur l'opportunité d'une démarche filière afin de définir quelle est la capacité pour les entreprises du territoire à travailler en collaboration, sur quels axes, etc.
- 7/ Créer un lien de proximité avec les grands groupes du territoire : pour connaître la position concurrentielle des établissements du territoire vis-à-vis des autres sites nationaux des grands groupes, les évolutions à prévoir de l'emploi, la nature des relations avec le reste du tissu économique.



Mise en place de l'agence de développement économique

# L'a pe

La 15<sup>e</sup> conférence de Copenhague se termine dans le

**P**our mesurer les impacts attendus de la réduction de 25% d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020, l'Union européenne a lancé une étude (PEP) sur les conditions de leur participation à l'atteinte de cet objectif. Pour cela, elle a demandé à ses membres de sacrifier certaines de leurs activités économiques dans le secteur des énergies fossiles. On sait que les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 25% depuis 1990. C'est là le principal défi des négociations de Copenhague. L'autre point de discussion est le financement du développement durable et de la lutte contre le changement de climat, en particulier d'ici 2020. Concrètement, quel sera le rôle de la Chine et de l'Inde ? On peut leur demander de réduire leur production industrielle. Pour cela, il faut leur offrir des perspectives de survie. C'est-à-dire d'un juste équilibre entre responsabilité et développement. Mais l'accord de Copenhague ne fixe pas d'objectifs de réduction de gaz à effet de serre. L'accord de Copenhague est en deçà de ce qui est nécessaire pour parvenir à l'objectif de réduction de 25% en janvier 2009. L'annonce de l'accord de Copenhague a été rendue publique le 18 décembre 2009. Tous les pays concernés par l'accord de Copenhague ont accepté de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020.



# L'avenir de l'humanité peut attendre

La 15<sup>e</sup> conférence des Nations unies sur le changement climatique s'est achevée le 19 décembre dernier à Copenhague. Alors que chacun attendait un accord ambitieux sur les réductions d'émissions des gaz à effet de serre dans les pays industrialisés, le sommet s'est achevé par un échec cinglant.

**P**our mesurer l'ampleur de l'échec, revenons brièvement sur ce que l'on attendait de ce sommet. Tout d'abord que les pays industrialisés consentent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 25% à 40% d'ici 2020. Et, ce, afin d'avoir une chance de limiter le réchauffement planétaire à 2°C. Les pays en voie de développement (PED) ont fait d'un accord sur ce point une condition sine qua non pour prendre, à leur tour, des mesures ambitieuses afin de participer à la lutte contre le dérèglement climatique. Pour ces pays, il s'agit là d'un sacrifice considérable car il va ralentir leur propre développement. Ainsi en 2005, les trois quarts des gaz à effet de serre d'origine agricole dans le monde provenaient de l'agriculture dans les pays du sud. C'est considérable quand on sait que l'agriculture représente 14% des émissions mondiales de ces gaz.

C'est là le premier point qui a divisé les participants au sommet de Copenhague. L'autre point d'achoppement concerne le financement qui doit permettre aux pays en développement de lutter contre le dérèglement du climat, estimé à 110 milliards d'euros d'ici 2020. Compte tenu de l'état de faillite dans lequel se trouve la plupart de ces pays, on ne peut leur demander de changer leur mode de production sans leur fournir une aide financière. Pour beaucoup, il s'agit d'une question de survie. De plus, pour ces derniers, il s'agit d'un juste retour des choses compte tenu de la responsabilité historique des pays industrialisés dans le changement climatique.

Mais l'accord de Copenhague ne reprend aucun de ces objectifs. Pourtant, l'urgence de prendre des mesures pour ralentir le réchauffement de la planète est établie.

Il ne fixe en effet aucun objectif de réduction de gaz à effet de serre dans les pays du nord. L'accord reconnaît simplement l'importance de maintenir le réchauffement de la température en deçà de 2°C sans fixer de contrainte pour y parvenir. Ou plutôt si, une « contrainte » : en janvier 2010, les pays du nord devront annoncer par écrit leurs engagements chiffrés et rendre compte de l'étendue de leurs efforts tous les deux ans !

Concernant l'aide financière destinée aux



Juliette Pironque - Gare de l'étrac - huiles sur toile

pays du sud pour lutter contre le changement climatique, le texte prévoit 30 milliards de dollars entre 2010 et 2012 pour atteindre 100 milliards de dollars par an en 2020 contre les 140 milliards que préconisaient les ONG environnementales.

Des pays comme le Venezuela, la Bolivie, Cuba ou le Nicaragua ont fermement rejeté cet accord, faisant remarquer que « si le climat était une banque, on l'aurait déjà sauvé. »

## Pourquoi un tel échec ?

Le Président bolivien Evo Morales évoque le fait que les « nations industrialisées ont seulement choisi d'analyser les effets du changement climatique et non pas les causes. »

Pour les ONG, cet échec repose en grande partie sur la bataille qui oppose les USA et la Chine pour dominer le monde.

De plus, les pays du sud n'ont pas su parler d'une seule voix. Alors qu'au début du sommet, ils formaient un front uni de 130 pays,

ils se sont peu à peu divisés en raison de leurs intérêts très divergents. Des pays comme le Bangladesh ou le Niger ne sont en effet pas confrontés aux mêmes réalités que l'Inde ou la Chine.

De plus, la transparence des débats a été remise en cause par nombre d'observateurs. Ainsi, l'ONG Coordination sud a dénoncé « la restriction d'accès au débat pour la société civile, la confusion entretenue sur le découpage des sujets de discussion et sur leur état d'avancée, la valse permanente des agendas, les déclarations contradictoires (...). »

Pour cette ONG, l'échec des négociations révèle « l'incapacité des états à relever ensemble les défis majeurs qui concernent pourtant les générations actuelles et futures. » Celle-ci se félicite cependant de l'établissement, au cours de ces mois de mobilisation, de liens forts entre les ONG environnementales et de solidarité internationale ainsi que des passerelles solides entre scientifiques et ONG.



**Société Ouvrière d'Horticulture  
et de Tempérance de Montataire**

L'Assemblée Générale de l'association et la distribution des  
graines auront lieu le Dimanche 7 février 2010 à 14h30  
Salle de la Libération

Possibilité de commander des plants de pommes de terre



**Les agents municipaux contre les intempéries**

Lorsque les premiers flocons de neige sont tombés du ciel de Montataire, on peut imaginer le branle-bas de combat qui a dû agiter les services techniques. Rappelons cependant qu'il ne revient pas aux services municipaux de s'occuper du déneigement de l'ensemble de la voirie. En effet, la législation impose aux riverains de déneiger les trottoirs. Cinq jours durant, entre 0 et -4°C, dix à vingt agents des services techniques se sont mobilisés pour atténuer les difficultés de déplacement et en limiter les dangers. Il s'agissait d'intervenir sur plus de 40 kms de voirie et 70 kms de trottoirs. Avec la sableuse, ils ont tout d'abord déneigé les chaussées prioritaires: celles empruntées par les bus du Stac, les axes principaux de transit, à circulation dense et les côtes ainsi que les axes de desserte des quartiers. Les agents du service voirie et ilotage, renforcés par ceux des services espaces verts et bâtiments, ont quant à eux procédé au sablage manuel des entrées des groupes scolaires en premier lieu, des accès aux bâtiments administratifs ensuite et enfin des trottoirs (en pente prioritairement), sentes et ruelles. Grâce à eux, les chaussées ont été rendues circulables durant toute la période de neige même si bien entendu, ils n'ont pu intervenir à tous les endroits en même temps. Voilà encore une fois démontrée l'efficacité du service public quand il dispose des moyens d'agir.

Monsieur le Maire a adressé, le 18 décembre dernier, le courrier ci-dessous à la direction de la poste pour faire état des nombreux dysfonctionnements du service postal (voir l'éditorial), à la suite des restructurations du bureau de poste de Montataire. Nous vous invitons, par ailleurs, à informer le Cabinet du Maire de toutes les difficultés que vous rencontrez avec la distribution du courrier.

Monsieur le Directeur Départemental de La Poste,

Les craintes que nous avons exprimées à propos de la restructuration du bureau de poste de Montataire se trouvent confirmées.

Alors qu'il nous a été expliqué que la réorganisation du bureau de poste se traduisant par la disparition de 6 facteurs et le rattachement des véhicules/colis à Creil, ne changerait rien en terme de qualité de service public, après quelques semaines de mise en œuvre les problèmes s'accumulent. Il nous a été aussi expliqué que tout cela amènerait une amélioration des conditions de travail des facteurs: le constat au quotidien, c'est qu'au contraire celles-ci se sont dégradées et qu'ils sont en difficulté. Allez-vous attendre une aggravation du type de ce qui se passe à France-Télécom ?

Depuis plusieurs jours me remontent des plaintes sur le retard d'acheminement du courrier, des erreurs dans la distribution, des jours même sans distribution. Et puis, il y a ce qui se passe dans notre mairie-annexe des Martinets où les problèmes avec les recommandés s'accumulent, le personnel municipal étant amené à faire un travail qui n'est pas le sien, mais aussi interpellé durement par les usagers (que vous appelez clients et qui devraient être « rois ») mécontents des erreurs, du retard dans la délivrance des plis...

Je sais que le personnel de La Poste se mobilise, je le soutiens totalement et vous demande, Monsieur le Directeur Départemental, de rétablir la qualité du service public à laquelle vous êtes encore tenu.

J'informe la population de Montataire de mon intervention et nous examinerons les formes d'action à mettre en œuvre, si la situation devait perdurer.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Directeur Départemental, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire,  
Jean-Pierre BOSINO



Malgré le revers  
Conseil Constitu  
nouvelle loi ser  
prochainement  
« la taxe son  
avantageait les  
On le voit bien,  
faire ce qu'il ve  
tions qui avants  
des citoyens les  
Mais le projet d  
la machine go  
contestablement  
mise en place  
part la taxe pr  
Nous sommes  
qui consiste à  
ritonale et ses  
et la licéité, le  
les citoyens, e  
ménages.  
De nombreux  
avenir pour tr  
tant par les c  
son terme ? C  
indispensable  
et au dévelop  
viendra le pr  
services ?  
En suppriman  
le coup de g  
des collectiv  
calté sur les  
comme univ  
des services  
À Montataire  
d'euros de t  
mis en place  
manque en  
compenser  
notre budge  
Le ministre  
les dotations  
lité de la p  
prochaine,  
colage fisca  
hauteur de  
fiscale juste  
Cette mesur  
nement doi  
cales, nota  
l'Associati  
Républica  
une taxe d  
qu'une ma  
qui pouvo  
cacité écon  
baisse pou  
ploi, tandis  
qui favoris



## GRUPE COMMUNISTE ET RÉPUBLICAIN

Malgré le revers et l'avertissement donné par le Conseil Constitutionnel au gouvernement, une nouvelle loi sera déposée devant le parlement prochainement pour voir appliquer dès cet été « la taxe carbone », qui dans son projet initial avantageait les entreprises.

On le voit bien, ce gouvernement est entêté à faire ce qu'il veut et propose toujours des solutions qui avantagent les entreprises au détriment des citoyens les plus modestes.

Mais le projet phare de cette année 2010 pour la machine gouvernementale et l'UMP sera incontestablement la réforme des collectivités et la mise en place des mécanismes fiscaux remplaçant la taxe professionnelle.

Nous sommes toujours opposés à cette vision qui consiste à disloquer la fonction publique territoriale et ses emplois, à anéantir la fraternité et la laïcité, les inégalités entre les territoires et les citoyens, et le transfert de la fiscalité vers les ménages.

De nombreuses questions se posent : quel avenir pour tous les services rendus aux habitants par les collectivités si cette réforme allait à son terme ? Qui demain va rendre ces services indispensables à la vie quotidienne, à la survie et au développement des territoires ? Que deviendra le principe d'égalité d'accès à tous les services ?

En supprimant la taxe professionnelle, est porté le coup de grâce qui sonne l'agonie financière des collectivités. Le risque de transfert de fiscalité sur les ménages risque de se généraliser comme unique solution pour maintenir en vie des services publics de proximité.

À Montataire, pour remplacer les 8.2 millions d'euros de taxe professionnelle, le mécanisme mis en place ne suffit pas pour combler puisqu'il manque encore plus de 500 000 euros pour compenser la taxe professionnelle et équilibrer notre budget.

Le ministre du budget s'est engagé à augmenter les dotations de l'Etat pour compenser l'intégralité de la perte. Mais en sera-t-il ainsi l'année prochaine, et l'année suivante, etc... Le bricolage fiscal du gouvernement n'est pas à la hauteur de l'attente et des enjeux d'une réforme fiscale juste et solidaire.

Cette mesure doit être abandonnée, le gouvernement doit travailler vers d'autres mesures fiscales, notamment celle défendue par les élus de l'Association Nationale des Élus Communistes et Républicains, qui proposent que soit instaurée une taxe de 0.5% sur les actifs financiers ainsi qu'une modulation de la taxe professionnelle, qui pourrait être qualifiée de « taxe pour l'efficacité économique », laquelle serait revue à la baisse pour les entreprises qui créent de l'emploi, tandis qu'elle serait augmentée pour celles qui favoriseraient les opérations spéculatives.

Les élus du groupe  
communiste et républicain

## GRUPE SOCIALISTE, RADICAL ET APPARENTÉ

**Il faut réagir, notre santé est en danger !!**

**La politique du gouvernement remet en cause notre système** de santé qui était un des meilleurs au monde. C'est une politique injuste et inefficace, car tout en augmentant le coût pour les français, elle laisse filer les déficits.

Depuis 2002, du fait des mesures gouvernementales, **le coût de la santé a augmenté de 50%.** La santé devient un luxe car près d'un tiers des français qui ne bénéficient pas, faute de moyens, d'une couverture complémentaire, renoncent à se soigner.

Depuis 2004, **le forfait hospitalier est passé de 10 à 18 euros.** Un malade qui doit être hospitalisé pendant deux semaines, devra payer désormais 340 euros.

**Les nouvelles taxes médicales, appelées « franchises »** par le gouvernement, coûtent en moyenne 40 euros par ménage et par an.

**De nombreux médicaments, notamment ceux de première nécessité, sont déremboursés.** Dans le même temps, **les réductions d'effectifs et les fermetures d'hôpitaux continuent,** alors que **les déficits de l'assurance maladie continuent d'augmenter.**

**Le coût des mutuelles a encore augmenté de 5%** depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

**Mais face à cette médecine à deux vitesses, une autre politique de santé doit s'imposer.**

**Il est possible de mobiliser de nouveaux financements** (5 milliards d'euros par an) pour la santé **en mettant fin aux niches sociales comme les stock-options et retraites chaapeux qui favorisent les plus riches.**

**Il est également possible de supprimer les exonérations existantes** de cotisations sociales, comme les heures supplémentaires et les bas salaires.

**Il s'agit d'inventer un nouveau contrat médical,** donnant plus de place à la prévention, car mieux vaut prévenir que guérir.

**L'égalité de tous les territoires devant la santé, comme le notre, doit être une priorité**

**Nous sommes aux cotés,** des membres du comité de défense, des élus, des soignants et des soignés **pour manifester contre le regroupement de l'hôpital de Creil avec celui de Senlis.** Car, si cette fusion a lieu, elle aura pour effet la fermeture de quelques services dans l'un et/ou l'autre des hôpitaux et une réduction sensible pour ne pas dire importante du personnel soignant.

Le Groupe Socialiste, Radical et Apparenté

Les élu(e)s du Groupe Socialiste, Radical et Apparenté vous reçoivent tous les samedis (sans rendez-vous) de 11h à 12h en Mairie (contacts : psmontataire@yahoo.fr ou 03 44 64 44 34).

## GRUPE PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Lors du conseil municipal d'Octobre, le Maire a annoncé que la commune ne pourrait échapper à une nouvelle augmentation de la fiscalité locale. Cette situation dénoncée à juste titre par la majorité municipale, vient de la décision du gouvernement de supprimer la taxe professionnelle. Cette suppression va avoir pour conséquence de réduire la part des entreprises dans la fiscalité locale. Qui sont les bénéficiaires ? Les patrons et les spéculateurs qui licencient. Qui va payer ? La population, les travailleurs qui sont aujourd'hui touchés par les vagues de licenciements et de restructurations. Ajoutons que le manque à gagner pour la commune risque à terme de menacer les services publics et les emplois communaux.

Dans le même temps, pour obéir aux exigences de l'Union Européenne qui ordonne de tout privatiser, le gouvernement veut réformer les collectivités locales et supprimer des milliers de communes pour les regrouper dans de vastes structures échappant à tout contrôle démocratique. Pour le POI, l'unité doit se réaliser pour le retrait de la réforme territoriale. C'est la position que nous défendons au conseil municipal. Au plan national, nous soutenons un appel d'élus pour le retrait de la réforme qui a recueilli plus de 8000 signatures d'élus. Nous sommes forcés de constater que face aux menaces qui pèsent sur l'avenir des communes et des services publics, la réponse du maire est de faire voter une motion qui se prononce pour sauver la décentralisation qui serait menacée par la réforme territoriale. Comment comprendre ? Les conséquences des lois de décentralisation, elles sont sous nos yeux : on a par exemple transféré la DDE, les personnels ouvriers des lycées et collèges aux départements et à la région, ce qui contribue à étrangler financièrement les collectivités. L'an dernier, comme conséquence des transferts donc de la décentralisation, on nous a annoncé une augmentation des impôts locaux pour la population. Pour les conseillers municipaux de la liste d'unité ouvrière (POI), il est impossible d'accepter toute nouvelle augmentation de la fiscalité locale, toute suppression de services publics, d'emplois d'agents communaux. Nous appelons à l'unité pour sauver la population travailleuse. Des milliards, il y en a pour les spéculateurs et les licencieurs : unité pour exiger les moyens nécessaires au fonctionnement de la commune !

C'est pourquoi, nous soumettrons au prochain conseil municipal une proposition en vue de convoquer un conseil extraordinaire auquel toute la population sera invitée pour adopter une motion : « Ce n'est pas à la population de payer les conséquences de la crise financière, ce n'est pas à la population de payer les faillites des grands groupes qui licencient à tout va. Impossible d'accepter l'augmentation de la fiscalité locale ! Impossible d'accepter que les services publics communaux, que les emplois d'agents communaux soient menacés par la suppression de la taxe professionnelle. Au moment où est préparé le budget de la commune, nous voulons des garanties écrites que nos rentrées budgétaires seront maintenues : rétablissement de la taxe professionnelle ! Nous voulons des garanties écrites que nos compétences communales seront maintenues, que nos personnels territoriaux seront maintenus ! »

Le POI propose de soumettre cette motion à l'approbation de la population de Montataire à l'occasion d'un conseil municipal extraordinaire, puis de porter les signatures recueillies chez le Préfet, dans l'unité, avec les habitants de la commune.

NB : Cette tribune aurait dû être publiée dans le numéro précédent, mais elle ne nous est pas parvenue à temps pour des raisons techniques.



# Petite histoire d'un immigré algérien

À 98 ans, il est temps de faire le portrait de Abdallah Zemrak. Malgré ses difficultés à s'exprimer et sa grande fatigue, Abdallah Zemrak demeure, par les fragments qu'il nous livre, une mémoire de l'immigration algérienne en France. Un témoignage précieux.

Oui, la mémoire de Abdallah Zemrak est fragmentaire. Il se rappelle son histoire par petit bout, lorsque la vieillesse veut bien lui laisser quelque répit, assez d'énergie pour laisser courir sa mémoire sur une distance de 98 années. C'est long. Un vrai marathon qui ne doit pas être si aisé à tenir. C'est ce que je me dis en regardant ce grand homme mince. Est-ce que Abdallah Zemrak s'imaginait, lorsqu'il est arrivé en France en 1936, qu'il y resterait jusqu'à presque 100 ans ? Le récit de ce vieil immigré de la première génération laisse penser qu'il est peut-être venu pour ne plus jamais repartir ou presque. Presque car c'est là-bas qu'il veut être enterré « Chez nous, on ne déplace pas les ossements, le Coran l'interdit. Ce n'est pas comme ici... »

Abdallah Zemrak ne se serait donc pas enfermé dans ce provisoire qui dure et qui a caractérisé l'histoire de tant d'immigrés.

Entraînés dans l'illusion qu'ils retourneraient un jour. Alors pourquoi pas le vieux Zemrak ? L'histoire d'un deuil d'abord : « Quand ma mère est morte, je suis parti. Ça me dégoûtait. Le pays sans la mer... »

Et la colonisation aussi. Voilà la petite et la grande histoire qui se regardent à nouveau : « Il y avait du travail au compte-goutte et c'était les colons qui nous embauchaient. On était mal payé, il n'y avait pas d'école. On travaillait comme des esclaves. » Ils sont nombreux les immigrés algériens qui ont fui leur pays pour ne pas être réduit à l'état d'ouvrier sur leur propre terre, confisquée par les colons. Ils préféraient la métropole à la colonie. Malgré le racisme.

Souvenirs confus de l'arrivée en France. Ou peut-être est-ce tout simplement les mots qui lui échappent, happés par le grand âge. Alors sa femme Zineb prend le relais et raconte, entre français et kabyle, l'histoire de son mari comme si c'était ses propres souvenirs. On sait donc que Abdallah Zemrak a d'abord occupé un logement provisoire sur le Plateau de Creil avant de déménager à la cité du Moulin, toujours à Creil. Et que bien sûr il a commencé à travailler très vite. Il n'a pas oublié les usines qui ont usé sa force de travail. Il en égrène les noms, en comptant sur ses longs doigts marqués par le temps qui



Zineb et Abdallah Zemrak

« Il a toujours travaillé. C'était un homme courageux. »

Il est fier Abdallah Zemrak de sa vie d'ouvrier. « Il a toujours travaillé nous explique son épouse. C'était un homme courageux. » Et celui-ci de reprendre : « J'ai été désigné meilleur ouvrier du département. » Alors il ne comprend pas le mépris de ce médecin qu'il va voir suite à un accident du travail et qui lui lance : « Si tu veux pas travailler, va voir Ben Bella<sup>1</sup> » « Ça m'a fait de la peine » se souvient-il. Lui revient alors en écho, une phrase qu'il a lu dans un livre de classe : « Les arabes, faites-les travailler jusqu'à ce qu'ils n'en puissent plus et envoyez-les à Jésus. »

On apprend aussi grâce à Zineb Zemrak et quelques-uns de ses enfants qu'il a hébergé des gens venus du pays, trouvé du travail à ceux qui en cherchaient. Mais il reste peu de trace de cette partie d'histoire car Zemrak comme le décrivent ses enfants et son épouse a toujours été un homme réservé. « Et comme on était très nombreux, on n'avait pas vraiment le temps de parler. » C'est vrai qu'ils étaient dix-huit les Zemrak. Six enfants d'un premier mariage, célébré en 1944, avec une Française, décédée d'un cancer. Et onze autres

de son second mariage avec Zineb qu'il a amené d'Algérie dans les années 50. Ajouté l'enfant du premier mariage de Zineb, ça fait dix-huit ! Voilà 23 ans qu'elle n'est pas retournée au pays. Ça lui manque à Zineb mais Abdallah Zemrak ne peut pas vivre seul. C'est elle qui prend soin de lui. Le protège même. Des destins tragiques. Elle ne lui a pas dit que leur petit-fils Naguib était mort, tué dans des circonstances qui restent encore obscures. Pourtant il a bien senti qu'il se passait quelque chose lorsqu'il a vu dans un rêve que son gendre, le père de Naguib pleurait. Mais Zineb a préféré garder le silence car avec ses difficultés de langage, « il n'aurait pas pu exprimer ce qu'il ressentait. Il aurait étouffé de l'intérieur. Alors on a partagé notre peine avec d'autres. » On pourrait lire dans les confidences d'Abdallah Zemrak, l'amertume ou le ressentiment d'un homme. Mais non. De la colonisation, du racisme, ils nous en a parlé parce que nous le lui avons demandé. Mais peut-être en aurait-il parlé spontanément si le temps n'était pas passé par là, n'avait pas mis du flou dans les émotions...

<sup>1</sup> Ahmed Ben Bella est le premier Président de l'Algérie indépendante, en 1962.

Les annonces des et décès font l'obj de la famille. Sans nous ne pouvons

Ils sont nés  
octobre 2009  
• Le 23 : NEZZARI Kh

novembre 2009  
• Le 1<sup>er</sup> : HARDY Alan  
• Le 11 : GÜRCAN M  
• Le 26 : LAOULICHK

Décembre 2009  
• Le 11 : LARGOU A  
• Le 18 : DECREUS-  
• Le 22 : PEJU Mat

Ils sont décédés  
novembre 2009  
• Le 14 : DURIEUX  
• Le 22 : BILLOIR H

décembre 200  
• Le 12 : LADRIÈR  
• Le 15 : BONSER  
• Le 18 : RUELLE  
• Le 18 : HÉNOC  
• Le 27 : GABELLI

Les dernières  
Chers Monta  
d'année, vou  
accordée à l'  
Nous avons  
ans dans le  
L'association  
professionne  
Nous souha

Les première  
Depuis le 18 ja  
pour faire rimer  
Un programme  
Pendant 6 mois  
pour participer à  
C'est le défi que  
née. Ils bénéfic  
tenaires de l'op  
Senlis, le servic  
Nous nous tro  
le Bailleur Ois  
choisir les trav  
Ce Chantier ser  
pas à venir ren  
qui, nous l'esp



Les annonces des naissances, mariages et décès font l'objet d'une autorisation de la famille. Sans autorisation de sa part, nous ne pouvons pas publier l'annonce.

**Ils sont nés**  
**octobre 2009**

- Le 23 : NEZZARI Khella

**novembre 2009**

- Le 1<sup>er</sup> : HARDY Alana
- Le 11 : GÜRCAN Muhsin
- Le 26 : LAOULICHKI Hafsa

**Décembre 2009**

- Le 11 : LARGOU Ali
- Le 18 : DECREUS--GAMBIER Mathilde
- Le 22 : PEJU Mathéo

**Ils sont décédés**  
**novembre 2009**

- Le 14 : DURIEUX Paul, 63 ans
- Le 22 : BILLOIR Hélène, 79 ans

**décembre 2009**

- Le 12 : LADRIÈRE Jeannine, veuve CATELOT, 81 ans
- Le 15 : BONSERGENT Charles, 75 ans
- Le 18 : RUELLE Ernest, 73 ans
- Le 18 : HÉNOC Olga, veuve DUBUIS, 89 ans
- Le 27 : GABELLIC Pierre, 90 ans



**La Marine nationale recrute**

Devenir marin	age	Niveau scolaire
Officier	de 17 à moins de 30 ans	Après CPGE ou BAC+3
Officier Marinier	de 18 à moins de 25 ans	Après le BAC
Quartier-maître et Matelot de la flotte	de 17 à moins de 25 ans	de la 3 <sup>e</sup> au BAC
Volontaire	de 17 à moins de 26 ans	de la 3 <sup>e</sup> au BAC +5
Mousse	de 16 à moins de 18 ans	sans condition de diplôme



**Pour plus d'informations :**

Bureau de recrutement de la Marine  
23/25, rue Jules Barni  
BP 81738 - 80017 AMIENS Cedex 1  
Tél : 03 22 22 30 50  
Fax : 03 22 91 44 18

bicm.amiens@recrutement.marine.defense.gouv.fr  
www.marinerecrute.gouv.fr

**JADE News**

**Les dernières nouvelles des services de Jade, tous les mois dans votre journal VIVRE**

Chers Montatairiens, nous souhaitons en ce début d'année, vous remercier de la confiance que vous avez accordée à l'association en 2009.

Nous avons accueilli environ 900 jeunes de 12 à 25 ans dans les différents services qui la composent. L'association a su, ainsi, mobiliser ces 15 collaborateurs professionnels.

Nous souhaitons, en 2010, vous offrir autant de

satisfaction, même si nous savons tous que la situation financière de l'association est devenue difficile. Rien n'annonce l'ouverture d'une période faste pour JADE, au contraire, nous allons devoir faire face à de sérieuses problématiques.

Mais votre confiance nous pousse à garder un plein espoir. Voici un défi à relever dont nous nous serions bien passés ! Mais il va bien falloir s'y atteler avec force et conviction.

[www.associationjade.com](http://www.associationjade.com)

**Les premières NEWS du Chantier Jeunes**

Depuis le 18 janvier, nous organisons notre premier Chantier Jeunes pour faire rimer insertion professionnelle et rénovation urbaine.

Un programme innovant à Montataire.

Pendant 6 mois, nous allons être présents sur le quartier des Martinets, pour participer à l'amélioration du cadre de vie des Habitants du quartier. C'est le défi que 7 jeunes de Montataire ont relevé en ce début d'année. Ils bénéficient d'un dispositif original mis au point par les partenaires de l'opération : La ville de Montataire, la sous-préfecture de Senlis, le service public de l'emploi et Oise-Habitat.

Nous nous trouvons actuellement au 32 rue du Colonel Fabien où le Bailleur Oise Habitat a associé les locataires de l'immeuble pour choisir les travaux d'embellissement de leur cage d'escalier.

Ce Chantier sera à suivre tous les mois dans le jade News. Mais n'hésitez pas à venir rencontrer et soutenir notre équipe dans cette nouvelle activité qui, nous l'espérons, apportera autant de satisfaction aux habitants.

**Service Lutte Contre Les Discriminations**

JADE s'engage de nouveau dans la semaine de lutte contre le racisme dont le programme est en cours de réflexion.

Malika Chakir se tient à disposition pour recevoir et en discuter avec toutes les personnes qui souhaitent se mobiliser dans ce combat.

**Service ANIMATION**

Le service animation vous proposera de découvrir une nouvelle forme de tourisme pour cet été 2010. Nous souhaitons, en effet, organiser avec la fédération Léo Lagrange Maroc, des séjours solidaires qui mettent au centre du voyage l'homme et la rencontre et qui s'inscrivent dans une logique de développement des territoires.

Venez vous renseigner dès maintenant...



**CONSEIL MUNICIPAL**  
**LUNDI 22 FÉVRIER 2010**  
**À 19H, SALLE DE LA LIBÉRATION**

Impôts, taxe professionnelle, budget 2010,  
investissements... services municipaux...  
Vous êtes concernés !



**Débat d'orientations budgétaires  
avec suspension de séance  
pour vous donner la parole.**

**VENEZ NOMBREUX, VOUS Y ÊTES LES BIENVENUS !**